

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE ET MONSIEUR SPRINGER

Mécénat de 147 œuvres de M. Ferdinand SPRINGER

ENTRE LES SOUSSIGNES :

COMMUNE DE GRASSE

La « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18,

Siège : Place du Petit Puy – B.P. 12031 - 06131 GRASSE Cedex,

représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire,

agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n°2016-168 visée en Sous-préfecture de Grasse le 22 septembre 2016.

ci-après désigné « **La commune de Grasse** »

Et :

M. Mathias SPRINGER

Adresse : 5 rue de la Bûcherie, 75005 Paris

Tel : 06 10 45 58 66

Ci-après désigné par le terme « **Le mécène** »,

IL EST EXPOSE CE QUI SUI :

La Villa Saint-Hilaire est une bibliothèque patrimoniale mais également de lecture publique qui conserve les fonds anciens et met à la disposition du public des fonds contemporains et patrimoniaux d'une richesse importante. Sa thématique « maison, jardin & paysage » permet d'affirmer encore un peu plus sa spécificité. Elle est sectorisée en 4 pôles :

- Paysage et territoire
- Jardin
- Maison
- Art de vivre

M. Mathias SPRINGER, fils de M. Ferdinand SPRINGER détient dans son patrimoine propre les œuvres de son père, qu'il souhaite offrir à la Villa Saint-Hilaire afin qu'elles soient conservées, traitées et mises à disposition du public.

Ferdinand SPRINGER, né le 1er octobre 1907 à Berlin, s'est installé à Grasse en 1938 et a été inspiré par ses paysages provençaux pour la création de ses œuvres. De retour à Grasse après sa démobilisation, il s'est lié avec Hans Arp, Sophie Taeuber-Arp, Alberto Magnelli, Sonia Delaunay, le sculpteur François Stahly, et l'on parlera du « Groupe de Grasse ». C'est à cette époque qu'il réalise ses premières œuvres abstraites. Il décède à Grasse en 1998.

La Villa Saint-Hilaire détient déjà nombre d'ouvrages contenant ses œuvres. Par exemple, le Banquet de Platon qui est illustré de ses gravures et qu'elle a déjà valorisées lors de magnifiques expositions.

M. Mathias SPRINGER propose donc d'offrir 147 œuvres gravées de son père qui permettront de compléter la collection déjà conservée à la Villa Saint-Hilaire.

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de M. Mathias SPRINGER doit être signée.

ARTICLE 1 - OBJET

Le mécène offre à la commune de Grasse 147 (cent quarante-sept) œuvres de son père (liste en annexe 1), Ferdinand SPRINGER pour un montant de 24 228,00 €.

ARTICLE 2 : PROPRIETE DE LA COLLECTION

La commune de Grasse est seule propriétaire des œuvres objets de la présente. A ce titre, le mécène ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les œuvres précitées.

En revanche, le mécène impose que ces œuvres, inaliénables, soient entreposées, gérées et consultables à la Villa Saint-Hilaire.

Les œuvres pourront être prêtées à tout site culturel qui souhaiterait les exposer. Certaines conditions devront cependant être respectées : les œuvres doivent être disponibles (non prévues pour une autre exposition), l'assurance de transport de type « clou à clou » devra être à la charge du demandeur, les conditions de conservation et de sécurité pendant le transport et l'exposition devront être adaptées aux œuvres d'art.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MECENE

La participation du mécène est limitée aux œuvres décrites à l'article 1 de la présente convention, ceci quelles que soient les sujétions prévues ou imprévues rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

La commune de Grasse déclare accepter le présent engagement du mécène.

La commune de Grasse déclare avoir fourni au mécène un document explicatif des modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (Document cadre fiscal en annexe de la présente convention).

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE GRASSE

4.1 Affectation du don :

La commune de Grasse s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du don, le trésor public ou la commune enverra un reçu fiscal au mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu pour don aux œuvres ») pour un montant de 24 228,00 €.

4.2 Mention du nom du mécène :

Sur demande expresse du mécène, il ne sera jamais fait mention de son nom sur les outils de communication relative au projet mais seulement de ses initiales « M.S. ». Il ne sera également nullement fait mention de son nom sur les cartels en cas d'exposition des œuvres mais seulement de ses initiales « M.S. ». En revanche, son nom sera indiqué dans la base de données relative à l'inventaire.

4.3 Contreparties :

Comme indiqué précédemment, le mécène soutient les actions de la commune de Grasse définies ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Grasse fera bénéficier au mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

- Cataloguer les œuvres sur une base officielle (type base Joconde ou au Catalogue Collectif de France)
- Valoriser les œuvres par un accrochage permanent (pour certaines d'entre elles) dans les locaux de la Villa Saint-Hilaire et par l'intégration de tout ou partie de ses œuvres dans des expositions lorsque l'objet de l'exposition s'y prête (après en avoir informé M. Springer qui pourra refuser l'utilisation des œuvres s'il juge que l'objet de l'exposition ne s'y prête pas)
- Réaliser une exposition de la totalité des œuvres dans la nouvelle médiathèque actuellement en construction dans le centre-ville de Grasse

Et ce pendant les cinq prochaines années qui suivront la signature de la convention.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la commune de Grasse.

ARTICLE 5 : REMERCIEMENTS

La commune de Grasse s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son mécène dans les discours officiels

et dans la presse dédiée à l'évènement sans mentionner son nom.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes, et prendra fin cinq ans après la réception des œuvres à la Villa Saint-Hilaire. Seul l'engagement de conserver les œuvres au sein de la Villa Saint-Hilaire n'est pas soumis à une durée quelconque.

ARTICLE 7 : ELIGIBILITE AU MECENAT

La commune de Grasse déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n°2003-79 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence, chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée. Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 9 : REPORT – ANNULATION – RESILIATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation pour une raison autre que celles décrites ci-dessus entraînera pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec

accord des parties signataires.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable (conciliation, arbitrage, etc...). A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Nombre de pages : 5

Fait à Grasse le en deux (2) exemplaires originaux

M. Mathias SPRINGER

**Pour la commune de Grasse,
M. Jérôme VIAUD**

**Maire de Grasse,
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse**

Annexe 1

Nom	GWV	Signé	Année	Tirage	Dim. Feuille	Annotations sur tirage
Abside	74	NS	1950	?	25x32,5	
Abydos	173	S	1963	?	16, 25,5	"ABYDOS", Springer
Algonquin	172	S	1963	12/vingt	30x41,5	12/20, "Algonquin", Springer
Algues	79	S	1950	6/vingt	56,5x37,8	6/20, Algues, Springer 51, 101
Alibag	192	S	1966	3/trente	63,5x45	
Almageste	180	S	1963	10/quinze	42,3x32	10/15, "ALMAGESTE", Springer
Amlach	177	S	1963	8/vingt	50,5x32	8/20, "AMLACH", Springer
Angkor	175	S	1963	7/vingt	30,5x42,8	
Arbre couché	138	S	1958	EA	43,8x56,3	EA, "ARBRE COUCHE", Springer 58
Arbre sec	87	S	1951	EA	52x26	EA, "L'arbre sec", Springer 50
Arbres ennemis (duel)	109	S	1953	1/trente	25,5x32,2	1/30, "Arbres ennemis", Springer
Astaroth	147	S	1960	8/vingt	52,3x24,5	8/20, "ASTAROTH", Springer
Atman	240	NS	1969		50,2x32,7	
Attente	156	S	1961	EA	33,3x43	EA, Springer 58
Bassae	209	S	1968	16/vingt	41x49,5	16/20, Springer
Bhiwa	265	S	1971	4/dix	31,6x45	4/10, "BHIWA", Springer
Bord de mer	212	S	1968	EA	38,5x56,5	EA, springer
Branches	112	S	1953	8/vingt	56,2x37,7	8/20, "Branches", Springer
Brasier	83	S	1951	4/dix	33x45	4/10, Brasier, Springer 51
Brumes I	121	S	1956	EA	48x37	EA, "Brumes", Springer
Buisson	115	NS	1955		32,5x26,7	
Calebasse	169	S	1962	EA	46x20	EA, "CALEBASSE" , Springer
Canope	206	S	1968	13/20	34,5x38,5	13/20, "CANOPE", Springer
Champs	77	S	1950	17/vingt	38,4x55,8	17:20, "champs", springer

Nom	GWV	Signé	Année	Tirage	Dim. Feuille	Annotations sur tirage
Chardons	75	S	1950	4/quarante	57x38	4/40, "Chardons", springer, 56
Ciel et terre	233	S	1969	EA	38,5x27,8	EA, Springer
Cité	85	S	1951	5/vingt	38,5x55,5	5/20, Cité, Springer 51
Clair obscur	139	S	1959	EA	50,2x40,5	EA, "Clair-Obscur", Springer
Colombe	150	S	1960	EA	27,5x34,2	EA, "COLOMBE", Springer
Couple	272 ou 73	NS	1972-73		76x57	
Couple	272 ou 73	S	1972-73		66x50	
Cratère	140	S	1959	7/trente	60,5x46	7/30, CRATERE, Springer
Croissance	111	S	1953	8/soixante	38,7x56,2	8/60, Springer, 95
Cuxa	257	NS	1971	1/quinze	45x52,5	
Die Welt des Klassizismus	267	S	1972	EAS4	76x57	EAS4, Springer
D'une rive à l'autre	211	S	1968	9/dix	51x35,2	9/10, Springer
Ecorce	162	S	1961	3/vingt	51,5x31,3	3/20, "Ecorce", Springer
Elan	120		1956	EA	33x26,2	EA, "Elan", Springer
Envol	238	S	1969	10/dix	39,2x29	10/10, "ENVOL", Springer
Erivan	159	S	1961	8/dix	4,éX24,5	8/10, Springer
Femme à l'arbre	275	NS	1973		56,7x76	
Femme se déshabillant	270	NS	1973		63,2x91	
Fétiche	262	S	1971	19/20	31,8x22,6	19/20, "FETICHE", Springer
Feux éteints	82	S?	1951	2/quarente	32,7x50	2/40, (le reste est effacé)
Fleur	78	S	1950	EA		EA, "fleur", springer 53, 105 entouré
Fortin	81	S	1981	9/vingt	28x38,3	9:20, "Fortin", Springer, 66
Fragment bleu	161	S	1961	3/dix	32,5x24,3	3/10, "FRAGMENT BLEU3, Springer
Fruit	151	S	1960	4/dix	26x33	4/10, Springer

Nom	GWV	Signé	Année	Tirage	Dim. Feuille	Annotations sur tirage
Fukien	149	NS	1960		25,2x37,7	
Fusée	105	S	1952	2/vingt	50,4x30,5	2/20, Springer 51
Galaxie	146	NS	1960	EA	42,5x60	EA, "Galaxie B"
Galets et météorite	166	S	1962	5/dix	30x33,3 env<;	5/10, Springer
Galets percés	158	S	1961	EA	31,5x46,5	EA, GALETS PERCES, Springer
Galets veinés	185	S	1965	EA	32x42,6	EA, "Galets veinés", Springer
Hathor	243	S	1969	120/120	63,5x90	120/120, Springer
Hommage à Debussy	171	NS	1963		62,5xx90,5	
Homme portant une femme	274	S	1973		76x56	
Idole	186	S	1965	EA	56,576	EA, "IDOLE", Springer, M
Im Licht der Oliven	278	NS	1974		40,5x53,5	
Im Licht der Oliven	279	NS	1974		41x56,5	
Im Licht der Oliven	280	NS	1974		41x56	
Im Licht der Oliven	281	NS	1974		41x56	
Im Licht der Oliven	282	NS	1974		40,5x53,5	
Im Licht der Oliven	283	NS	1974		40,5x53,5	
Im Licht der Oliven	284	NS	1974		41,5x56	
Inscription	30	S	1946	?	25,1x16,3	La reine du Matin, Chap VII, Springer 46
Intervalles I	70	S	1949	6/vingt	(\$,x38,5	6:20, "intervalles", springer 49, 83 entouré, 52
Ishidoro	141	S	1959	6/trente	44,4x40,8	6/20, "ISHIDORO", Spinger
Ispahan	160	S	1961	6/dix	31,2x25,7	6/10, "ISPAHAN", Springer

Nom	GWV	Signé	Année	Tirage	Dim. Feuille	Annotations sur tirage
Joug	205	S	1968	EA	37,2x87,7	EA, Springer
Kalat	181	S	1964	EA	21,7x50,2	EA, "Kalat", Springer
Kaloorlie	182	S	1964	EA	44,5x74,5	EA, Springer
Khmer	241	NS	1969	?	72x56,5	
La flamme	24	S	1946	?	27x18,8	"La reine du matin", Chap VI, Springer 46
La fonte	27	S	1946	?	25,5x15,2	La reine du Matin, Chap IX,I, Springer 4\$, 45 entouré
La foudre	29	S	1946	?	31x24	La reine Balkis, Springer 46
la ligne rouge	80	S	1951	12/trente	57,5x41,5	12/30, La ligne rouge, springer 51, 57a
La mer	203	S	1968	3/vingt	34,9x52,5	3/20 "LA MER", Springer
La nageuse	269	S	1973	EAS 16/25	64x90	EAS 16/25, Springer
La reine à la fontaine	23	S	1946	?	25,1x17,5	"La reine du matin", Springer 46
La reine et Soliman	19	NS	1946	?	31,3x24	
La tour I	199	S	1967	Etat	53x34,7	Etat, Springer, petites inscription illisibles
L'âme effilochée	119	S	1956	9/trente	32,9x20,2	9/30, Springer
Le buisson ardent	157	S	1961	EA	33x25,1	EA, "BUISSON ARDENT", Springer 61
Le monstre ailé	28	NS	1946	?	25x16,4	
Le repas	20	S	1946	?	24,5x16,1	La reine du matin XI, Springer 46, 38 entouré
Le roi et la reine conversant	25	S	1946	?	28x19,7	La reine du matin et Soliman, Chap IX, Springer 46, 43 entouré
Le Sphinx	18	S	1946	?	32,3x36,5	"La Reine du Matin, Springer 46
Les Natchez	31	NS	1947	?	37,5x26,3	

Nom	GWV	Signé	Année	Tirage	Dim. Feuille	Annotations sur tirage
Les oiseaux	21	S	1946	?	24,5x15,6	La reine du matin III, Springer 46, 39 entouré
Les quatre évangélistes I	235	S	1969	Etat 1	44,9x32	Etat 1, Springer
Les sept ouvertures	246	S	1970	6/vingt	45x31,5	6/10, "LES 7 OUVERTURES", Springer
Les tentes	22	NS	1946	?	31,5x24,1	
Les trois parques	239	S	1969	4/quinze	31,8x45,5	4/15, "LES 3 PARQUES", Springer
Lutte	15	NS	1939	?	24,7x39,8	15 entouré
Mappe FS 1	226	S	1969	18/trente	40,5x40,5	18/30, Springer
Mappe FS 2	227	S	1969	18/trente	40,5x40,6	18/30, Springer
Mappe FS 3	228	S	1969	18/trente	40,5x40,7	18/30, Springer
Mappe FS 4	229	S	1969	18/trente	40,5x40,8	18/30, Springer
Mappe FS 5	230	S	1969	18/trente	40,5x40,9	18/30, Springer
Mappe FS 6	231	S	1969	18/trente	40,5x40,10	18/30, Springer
Masque	179	NS	1963	?	52,3x38	
Maternité	14	NS	1937-38	?	12,6x32,2	Carte de nouvel an
Matin d'hivers	57	S	1947-48	EA	24,5x16,2	matin d'hivers, springer 47
Miroir 1	154	S	1961	EA	39,5x40 env.	EA, "MIROIR 1", Springer
Miroir II	155	S	1961	3/dix	30,5x45,5	3/10, "MIROIR II", Springer
Moulin à prières	108	S	1953	EA	28,3x38,3	EA, Springer, 98 entouré
Nymphe sur bleu	271	S	1973		58x45	
Œdipe Roi	39	S	1947	?	30,1x19,7	Œdipe Tyran, Springer 47
Offrande	237	S	1969	?	31,8x22,5	"OFFFRANDE", Springer

Nom	GWV	Signé	Année	Tirage	Dim. Feuille	Annotations sur tirage
Ohne Titel (Album Feigel)	183	NS	1965	?	50x34,5	
Ombres	116	S	1955	EA	52,6x38,1	EA, Springer, 100
Opaque	207	S	1968	EA	49,3x45,1	EA, "opaque", Springer
Ophir	174	S	1963	13/vingt	34,7x14 env.	13/20, "OPHIR", Springer
Oscillations	184	S	1965	27/60	38,4x56,8	27/60, "oscillations", Springer
Ouali	165	S	1961	9/trente	41,3x65	9/30, "Ouali", Springer 61
Paros	170	S	1962	EA	21,5x29,2 env.	EA, "PAROS", Springer
Pasiphae	198	S	1967	EA	53x38,5	EA, "PASIPHAE A", Springer 67
Paysage	110	S	1953	9/trente	25,7x32,7	9/30, "paysage", Springer
Petite Fugue pour flûte seule	54	NS	1948	Etat	24x16,2	
PH1	194	S	1967	118/200	37,7x53	118/250, "PH1", Springer 66
PHII (Méduse)	195	S	1967	2/neuf	33x37	2/9, "Méduse", Springer
Pluie I	68	S	1949	EA	32,5x25	EA, "Pluie", springer
Pluton	263	S	1971	6/vingt	45,5x63,2	6/20, Springer
Ponge II (ou Galet II)	144	S	1960	?		Le Galet II, Springer 52 (?)
Prométhée I	32	S	1947	?	32,4x26,3	Prométhée I, Springer 47
Prométhée II	33	NS	1947	?	33x25,3	
Prométhée III, Orphée	34	S	1947	?	32,5x25,2	Prométhée III, Springer 47
Reflets	153	S	1961	3/quinze	38,4x28,7	3/15, 102 entouré, Springer
Roi et reine avec faucon	26	S	1945	?	28x18,5	La reine du Matin II, Springer 45
Sanctuaire	208	S	1968	12/vingt	55x45	12:20, Springer

Nom	GWV	Signé	Année	Tirage	Dim. Feuille	Annotations sur tirage
Sans nom II	66	S	1949	2/quinze	25x28	2/15, Sans nom 2, Sprinegr 49
Sialk	168	S	1962	17/vingt	26,5x37,5	17/20, "SIALK II", Springer
Spectateurs	213	S	1968	13/vingt	34,5x64	13/20, Springer
Stèle	148	S	1960	EA	38,1x14,4	EA, Springer
T'ang	245	S	1970	7/trente	43,7x88,7	7/30, "T'ANG", Springer
Tanis	176	S	1963	1/trente	35x38	1/30, "TANIS", Springer
Tête avec fond	216	S	1968	2/cinq	30x63,5	2/5, "Têtes avec fond", Springer
Traits croisés	76	S	1950	3/vingt	57,7x50,4	3/20, Traits croisés, springer 50
Trois femmes	5	NS	1934	?	26,2x32,8	
Trois têtes	204	S	1968	EA	35x44,5	EA, "Trois têtes", Springer
Tshuang-Tse	252		1970	EA	32x22	EA, Tshuang-Tse, Springer
Vague	191	S	1965	EA	32,4x50,4	EA, "VAGUE", Springer
Végétal	268	NS	1972		25x31,7	
Végétal II	NR	NS	1972	EA	33x25,2	EA, "Vegetal"
Vélimna	210	S	1968	11/vingt	45,3x31,55	11:20, Springer
Z2	259	NS	1971	?	25x18	"Z2"

TOTAL : 147

gravures

Annexe 2 : CADRE FISCAL DU MECENAT – Art. 238 bis du CGI

Les mécènes de l'article 238 bis du Code Général des Impôts :

Cadre général :

La Loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations a modifié l'article 238 bis du Code Général des Impôts avec des mesures qui améliorent la situation des entreprises. Depuis le 1^{er} janvier 2003, l'entreprise mécène bénéficie d'une réduction d'impôts de 60% du montant du don, dans la limite de 0,5% de son chiffre d'affaires HT annuel, avec la possibilité de reporter l'excédent sur cinq exercices en cas de dépassement du seuil annuel ou si le résultat de l'entreprise l'année du don est nul ou déficitaire. La réduction d'impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l'année, les reports sont retenus ensuite par ordre d'ancienneté.

Régime réel d'imposition :

Les entreprises concernées par l'avantage fiscal prévu par la loi sont celles qui sont soumises à un impôt sur le résultat en France. Il s'agit soit de l'impôt sur les sociétés (IS), soit de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC) ou des bénéfices agricoles (BA). Elles doivent relever d'un régime réel d'imposition ce qui exclut de l'avantage fiscal lié au mécénat les entreprises soumises aux forfaits.

Obligations déclaratives :

Pour bénéficier de l'avantage fiscal, les entreprises sont soumises à des obligations déclaratives particulières.

- Pour celles soumises à l'impôt sur les sociétés, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD (art 49 septimes X annexe III du CGI) ;
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MSI-SD
- Pour celles soumises aux BIC, BNC, BA, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MS2-SD.

Exemples concrets :

L'entreprise Je suis mécène a un chiffre d'affaires constant de 300 000 euros HT annuel. Elle réalise des bénéfices depuis 5 ans et dépend du régime réel d'imposition de l'IS. Elle décide de soutenir une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général et les actions culturelles menées par la collectivité sur laquelle elle est implantée. Elle fait plusieurs dons successifs sur 3 ans :

Année N : Don en nature valorisé à hauteur de 500 euros HT en mai – Don financier de 1000 euros HT en octobre

Année N+1 : Don financier de 1000 euros HT en avril – Don financier de 1000 euros HT en septembre

Année N+2 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai – Don en nature et prestations valorisé à 500 euros HT.

Année N+3 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai

Compte tenu de son chiffre d'affaires de 300 000 euros, l'entreprise Je suis mécène a une capacité annuelle de « générosité défiscalisable » de 0,5% X 300 000, soit 1500 euros HT. Pour l'année N, la somme des dons vaut 1500 euros HT et ne dépasse donc pas le plafond autorisé. L'entreprise pourra déduire 60% X 1500, soit 900 euros.

En revanche sur l'année N+1, son don total de 2000 euros dépasse le plafond. Elle devra déduire dans la limite du plafond de 1500 euros HT et reporter les 500 euros de don excédentaire sur l'année suivante. Sur N+2, le total des dons effectués, 1300 euros HT, ne dépasse pas le plafond de 0,5%.

Mais le report ne peut être entièrement consommé. L'entreprise Je suis mécène décide d'affecter le report sur l'année N+3. L'année N+2, elle bénéficie donc d'une déduction de 60% X 1300, soit 780 euros HT. L'année N+3, elle reporte l'excédent de 500 euros de l'année N+1 et bénéficie donc d'une déduction égale à 60% X (500+800), soit 780 euros HT.

Evaluation fiscale du don en nature et prestations :

Les types d'apports et leur évaluation :

- Apport d'une immobilisation : évaluation à la valeur vénale. Le don se traduit d'une part, par la réalisation d'une plus ou moins-value égale à la différence entre la valeur vénale du bien appréciée à la date du don et sa valeur nette comptable. La plus-value immédiatement appréhendée par le donateur est imposable au taux de droit commun. D'autre part, par une perte égale à la valeur vénale du bien donné. Cette perte est déductible au taux de droit commun.
- Apport en stock (valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise) : évaluation au coût de revient, dont charges directes et indirectes (ex : coût de transport). Si le bien est neuf et a été acheté par l'entreprise mécène, sa valorisation est égale au prix d'achat mentionné sur la facture. Attention, si le bien fourni est totalement amorti, l'entreprise ne peut prétendre utiliser ce don au titre des réductions d'impôts car la valeur de ce bien est nulle du point de vue comptable et fiscal. La TVA acquittée par l'entreprise sur le bien n'est pas déductible car elle est utilisée dans le cadre d'une opération non imposable, sauf s'il s'agit de biens de faible valeur, ou dans le cas de dons à des FRUP ou ARUP.
- Mise à disposition d'un local : valeur locative (prix de marché)
- Mise à disposition de personnel ou mécénat de compétences : coût de revient (salaires bruts + charges sociales et fiscales) et non-valeur marchande (Instruction fiscale 4 C-5-04 du 13 juillet 2004).

Responsabilité :

La valeur du don en nature est déterminée sous la responsabilité du donateur. La formule « Valeur des biens reçus - Informations fournies par l'entreprise donatrice » est apposée par le bénéficiaire sur le cerfa.

L'organisme bénéficiaire engage sa responsabilité sur le montant qu'elle indique sur le reçu fiscal. En cas d'établissement irrégulier de reçu, elle est soumise à une amende de 25% des sommes perçues.

Préambule

- **Pourquoi une Mission mécénat ?**

La commune de Grasse propose aux partenaires privés de s'associer aux projets portés par la collectivité. Pour cela, le service Bibliothèque & Médiathèques s'est doté en interne d'une Mission Mécénat qui a pour objectif principal de fédérer un maximum d'acteurs autour des projets du service pour maximiser les potentiels.

Les objectifs de la Mission sont multiples :

- fédérer les acteurs
- diversifier les ressources
- faire connaître les projets
- créer une culture du mécénat sur le territoire

- **Pourquoi une Charte ?**

Dans le cadre de propositions de soutien auprès d'entreprises, de fondations ou de particuliers, la commune de Grasse, en tant que collectivité investie de missions de service public, souhaite définir les grands principes devant gouverner ses relations avec ses mécènes.

Ces relations s'inscrivent dans le strict respect de l'intégralité des missions de la commune de Grasse.

Déclaration d'engagement

En signant La Charte Ethique, la commune de Grasse et ses mécènes s'engagent à :

- **Partager des valeurs**

Le mécénat représente un certain nombre de valeurs auxquelles mécènes et commune de Grasse adhèrent.

- UNE LIBERALITE : le don en mécénat est un acte par lequel quelqu'un procure à autrui un avantage sans contrepartie.
 - UN ENGAGEMENT : le mécénat est un engagement libre au service de l'intérêt général, inscrit dans la durée.
 - UN PARTAGE : la relation entre le mécène et la commune de Grasse est un lien de confiance et d'échange mutuel construit sur un rapport d'égalité et reposant sur une vision partagée dans un objectif commun : l'attractivité du territoire.
 - UN RESPECT : le mécène s'engage à respecter le projet de la commune de Grasse, ses choix, son expertise. La commune de Grasse s'engage à respecter le mécène en faisant preuve de transparence dans l'utilisation des fonds alloués ainsi que dans la réalisation du projet. La commune de Grasse informe le mécène sur l'évolution du dossier partagé et communique sur l'engagement du mécène à ses côtés.
- **Respecter les principes énoncés dans la présente Charte**
 - **Communiquer leur engagement à respecter ses principes**
 - **Promouvoir la charte**

1. Cadre légal

- Une première loi sur le développement du mécénat a été promulguée **le 23 juillet 1987**. Elle constitue le cadre général dans lequel le mécénat évolue.
- Cette loi a été complétée par la **loi du 4 juillet 1990** portant sur la création des fondations d'entreprises.
- Par ailleurs, **l'instruction fiscale du 26 avril 2000** est venue préciser la distinction entre mécénat et parrainage.
- Enfin, la **loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations** améliore le régime fiscal du mécénat et le statut des fondations. Ce dispositif représente une évolution par rapport au dispositif antérieur : augmentation du taux de réduction, allongement de la durée pendant laquelle l'entreprise peut en bénéficier et passage d'un dispositif de déduction d'assiette à une réduction d'impôt. Ces modifications représentent pour l'entreprise un avantage fiscal accru.

2. Définition et nature du mécénat

a. Définition du mécénat

Le mécénat est un « **soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général¹** ».

Le mécénat est donc un acte philanthropique, désintéressé, qui se traduit par un don fait à un projet d'intérêt général ou d'utilité publique (culture, solidarité, environnement, recherche...).

Le mécénat implique une « **disproportion marquée** » entre la valeur du don et les contreparties accordées au mécène.

b. Nature du mécénat

Le mécénat peut prendre trois formes :

- Mécénat financier : don en numéraire
- Mécénat en nature : don de biens ou de prestations
- Mécénat en compétence : mise à disposition de ressources humaines par l'entreprise sur le temps de travail

Le mécène s'engage à valoriser les dons en nature ou en compétence conformément à la réglementation fiscale en vigueur.

La Mission mécénat du service Bibliothèque & Médiathèques de la commune de Grasse s'engage à expertiser et être force de proposition concernant le type de mécénat le plus adapté à l'entreprise et aux projets de la collectivité, ainsi que sa mise en œuvre.

3. Avantage fiscal

Les dons effectués au profit des projets de la commune de Grasse ouvrent droit à crédit d'impôts prévu par le CGI (Code Général des Impôts).

¹ Définition donnée par l'arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économique et financière

a. Pour les entreprises cas général

Pour les entreprises (Article 238 bis du CGI) :

- une réduction d'impôts de **60%** du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 0.5% du chiffre d'affaires HT, avec la possibilité, en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants

b. Pour les entreprises – régimes spéciaux

- **Les Trésors Nationaux et Œuvres d'Intérêt Patrimonial Majeur (OIPM) :**

- o Aide à l'Acquisition : réduction d'impôts égal à 90% des versements effectués en faveur de l'achat de trésors nationaux ou d'œuvres d'intérêt majeur pour les musées de France, et ce, dans la limite de 50% de l'IS dû, uniquement sur avis de la commission consultative des trésors nationaux (Article 238 bis -0 A du CGI)

- o Acquisition d'un trésor national pour son propre compte : avantage fiscal de **40%** des sommes consacrées à l'acquisition, et ce, sans plafond (L'article 238 bis-0 AB du code général des impôts)

- **L'achat d'œuvres d'artistes vivants ou d'instruments de musique (l'Article 238 bis AB du code général des impôts) :**

- o Réduction fiscale de **100%** de la valeur du don dans la limite de 0.5% du CA.

- o La déduction est opérée par 1/5ème sur les résultats de l'exercice d'acquisition et les 4 années suivantes.

- o Obligation d'exposition gratuite au public pendant 5 ans (de prêt pour les instruments de musique).

c. Pour les particuliers

Pour les particuliers (articles 200 et 200 bis du CGI et article 23 de la loi de finances rectificative 2007 pour 2008), la loi prévoit :

- une réduction d'impôts de **66% (IR)** du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 20% du revenu imposable, avec la possibilité en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants
- Le taux de réduction a été porté à **75 % (IR)** (dans la limite forfaitaire de 521€ à compter de l'imposition des revenus de l'année 2011) pour les versements effectués par des particuliers au profit d'organismes sans but lucratif procédant à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté, qui contribuent à favoriser leur logement ou qui procèdent à titre principal, à la fourniture gratuite de soins (article 200-1 ter du CGI).

d. Pour les particuliers : cas particuliers de l'ISF

La loi n°2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (dite « loi TEPA »), article 16, a modifié l'article 885-0 V bis du CGI pour permettre aux redevables de l'ISF d'imputer sur leur cotisation, dans la limite annuelle de 50 000 €, **75% des dons effectués au profit notamment des fondations reconnues d'utilité publique et des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif.**

A la réception du don, la commune de Grasse établit et envoie un reçu fiscal au mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu pour don aux œuvres »).

4. Pratiques d'octroi de contreparties

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Grasse fera bénéficier au mécène des contreparties (relations publiques, communication...) dont **la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité.**

Les contreparties éventuelles sont accordées dans le seul cadre légal et réglementaire en vigueur.

a. Pour les entreprises

La commune de Grasse peut accorder à l'entreprise mécène des contreparties correspondant à un **maximum de 25% de la valeur totale de la contribution versée** selon les instructions fiscales 5-B-17-99 du 4 octobre 1999 et 4-C-5-04, n° 112 du 13 juillet 2004 ou de 5% dans le cadre des trésors nationaux.

Les contreparties peuvent prendre la forme d'une mention sur les supports de communication, de mises à disposition de locaux, d'animations d'événements, d'offres privilégiées, de visites privées, de mises en réseau, d'événements dédiés, de signatures de conventions publiques...

b. Pour les particuliers

Pour les particuliers, **jusqu'à 25% du montant du don** sous forme de contreparties dans la limite forfaitaire de 60€.

La Mission mécénat du service Bibliothèque & Médiathèques de la commune de Grasse s'engage à ne pas aller à l'encontre de ce plafond et procède à une analyse de la valorisation des contreparties afin de mettre en adéquation ce plafond et les attentes du mécène.

5. Les intérêts communs

a. Synergies et réseaux

La relation avec la commune de Grasse ouvre l'entreprise à de nouveaux interlocuteurs au sein de la collectivité et plus largement en lui faisant élargir son réseau d'entreprises via une animation mensuelle du réseau des mécènes de la commune de Grasse.

Ces rencontres permettent aux mécènes de s'identifier, de se connaître, de se compléter mais aussi de partager et d'analyser les stratégies de mécénat de chaque groupe ou PME.

Le mécénat crée ainsi des passerelles et instaure un dialogue avec les parties prenantes qui renforce l'ancrage du mécène dans son environnement ou son territoire.

b. Accompagnement et expertise

La relation instaurée par le mécénat permet la rencontre de deux univers très différents.

Outre un soutien matériel, le mécénat représente également un accompagnement pour la commune de Grasse et une expertise de la sphère privée et inversement.

6. Nature de l'entreprise et des fonds

L'activité et les prises de position publiques des mécènes de la commune de Grasse ne doivent pas entrer en conflit avec les valeurs institutionnelles de la collectivité.

a. Respect de la législation française en vigueur

La commune de Grasse veille avec l'aide du mécène à ce qu'aucune action de mécénat ne se trouve en contradiction avec les lois en vigueur en France et en particulier avec la législation sur la publicité du tabac et des alcools.

b. Légalité de la provenance ou de l'origine du don

La commune de Grasse s'interdit également de recevoir des fonds ou des donations de toute nature de la part d'organisations françaises ou étrangères, à caractère politique, syndicale, religieux, ainsi que tous les fonds ou donations provenant de comptes abrités par des paradis fiscaux ou réglementaires non-coopératifs.

c. Restrictions

Par ailleurs, pour certains projets particulièrement sensibles, notamment dans le cas de procédures de mise en concurrence, la commune de Grasse s'interdit d'accepter le mécénat d'entreprises dont l'activité serait susceptible de laisser planer un doute quant à l'impartialité du choix du ou des candidat(s).

Ainsi, la commune de Grasse s'interdit de conclure un mécénat avec une entreprise, de nature à fausser une procédure de mise en concurrence.

7. Condition d'acceptation par la commune de Grasse des dons réalisés à son profit

Sur chaque projet, la commune de Grasse délibère pour autoriser le Maire à :

- solliciter une aide sous forme de financements privés, notamment du mécénat,
- signer les conventions afférentes et tous les documents nécessaires s'y rapportant,
- accepter les dons en nature, espèces et compétences effectués au titre de financements privés, notamment du mécénat.

Un compte rendu des actions de mécénat sera communiqué au Conseil Municipal chaque année.

8. Affectation du don

La commune de Grasse s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de l'action de mécénat soutenue par le mécène et décrite dans le cadre de la convention qui lie les parties.

Cas particulier de l'annulation de l'action (article 5 des conventions de mécénat) :

« Si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, la manifestation qui fait l'objet de la présente convention venait à être annulée, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la commune de Grasse, le don effectué par le mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel de la manifestation, soit réaffecté à une manifestation d'intérêt général similaire convenue entre les parties. »

9. Relation conventionnelle

Les deux parties s'accordent par convention des modalités de collaboration et d'exploitation qui régissent leurs relations.

Toute relation de mécénat avec la commune de Grasse doit être régie par un accord dûment approuvé par les deux parties.

Les conventions de mécénat ne prennent effet qu'après signature du mécène et par le Maire de Grasse.

10. Communication

La commune de Grasse peut associer son image à celle de son mécène et participer à des opérations communes.

Toutefois, toute opération de communication impliquant une référence simultanée aux marques de la commune de Grasse et de son mécène devra être validée par les deux parties.

a. Utilisation du nom et du logo ou tout autre élément impliquant l'image et la notoriété de la commune de Grasse

L'utilisation du logo et/ou du nom de la commune de Grasse par un mécène est définie au cas par cas dans la convention, en fonction des accords et des échanges consentis mutuellement.

b. Mention du nom / logo du mécène

Les mécènes sont associés au moment protocolaire et/ou mentionnés sur les outils de communication en lien avec les projets soutenus.

La commune de Grasse mentionne autant que possible dans la convention les documents sur lesquels figurent la mention ou le logo du mécène.

Dans la mesure du possible et quand les délais le permettent, la commune de Grasse fait valider au mécène les outils de communication sur lesquels il figure.

11. Indépendance intellectuelle et information

La commune de Grasse conserve son entière liberté d'action et reste libre du contenu de ses projets y compris de ceux soutenus financièrement, en totalité ou en partie, dans le cadre du mécénat.

La commune de Grasse se réserve le droit de rompre à tout moment le contrat de mécénat si celui-ci se révélait incompatible avec ses objectifs et ses missions.

12. Confidentialité

La commune de Grasse s'engage à respecter la confidentialité des éléments concernant l'entreprise pour une durée indéterminée.

13. Intégrité et conflit d'intérêts

La commune de Grasse veille à ce que ces agents n'entretiennent avec les mécènes aucun rapport susceptible de les conduire à méconnaître leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

Ainsi, les agents de la commune de Grasse ne doivent en aucun cas accepter d'un mécène des cadeaux ou libéralités ayant pour but de favoriser leurs relations avec la commune de Grasse, ou pour les agents d'en tirer un avantage ou un profit personnel.

De même, les agents de la commune de Grasse ne peuvent en aucun cas, fournir des prestations donnant lieu à une rémunération de la part du mécène.

14. Application des dispositions

L'ensemble des dispositions prévues par la Charte Ethique de la commune de Grasse en matière de mécénat prend effet à compter de la date de signature de la convention par le Maire de Grasse.